

« Les démentis et les critiques de la multinationale WEBCOR, établie à Genève, et du Représentant de la Banque Mondiale n'apportent, pour nous (IREC et nos partenaires paysans du Burundi), aucune réponse valable à l'analyse que nous faisons de leur comportement dans le projet qui les associe aux producteurs de café du Burundi.

Nos modèles de développement sont fortement divergents.

Voici quelques preuves de nos divergences :

WEBCOR

1. Pourquoi le directeur Webcor au Burundi a-t-il commandité une consultation concernant l'état des relations entre Webcor et les paysans ? La lecture de ce rapport, dont nous possédons une copie, dit clairement que les relations ne sont pas bonnes et que de grands efforts doivent être faits, de part et d'autre, pour améliorer le climat de leurs relations. Par ailleurs, Mr P. Beck dit ne pas connaître IREC.ORG. J'ai essayé à trois reprises de prendre son contact pour l'inviter à la Table Ronde que nous avons tenue à Meyrin en janvier dernier ; malheureusement il n'a pas donné suite à notre invitation, mais (il semble l'ignorer !)son Directeur Café au Burundi, Mr. Deheer est venu spécialement d'Afrique pour présenter la position de Webcor, ce qui a été grandement apprécié.
2. Par ailleurs, les accusations de corruption, portées par Mr. Philippe BECK à l'égard du Président de la CNAC (Union des Fédérations des caféiculteurs) sont fausses ; par contre, est-il exact que Webcor aurait offert à Mr. Macaire Ntirandekurades avantages s'il acceptait l'offre de Webcor de rejoindre son équipe. Son refus n'expliquerait-il pas les mauvaises relations entre Webcor et la CNAC ?
3. Webcor n'aime visiblement pas le « syndicat » des caféiculteurs, comme il dit, qui se permet de revendiquer les droits de ses membres et n'est, paraît-il, pas représentatif des caféiculteurs. Mr P. Beck sait-il que la CNAC vient d'envoyer à Mr le Président de la République du Burundi, une lettre signée par 19 représentants d'unions de caféiculteurs de toutes les régions du pays !
4. La proposition de Webcor faites aux caféiculteurs de leur offrir les 25% du capital qui les associerait à la gestion de leurs usines de lavage du café a été refusée par la CNAC qui ne veut pas de charité, mais participer aux décisions.
5. Enfin, les concurrents locaux de Webcor ont payé le café aux caféiculteurs, en 2010, 40% de plus que la multinationale suisse. Webcor, qui se justifie en disant que l'opération a été effectuée au début de campagne, devrait savoir que les paysans africains ne raisonnent pas de la même façon et ne comprennent pas pourquoi le prix payé lors de la campagne 2010/11 par Webcor est inférieur à celui de ses concurrents.

A la BANQUE MONDIALE

1. La stratégie de privatisation de la Banque Mondiale repose sur un modèle que nous contestons car les avantages ne sont pas en faveur des caféiculteurs !
2. Se réfugier derrière la responsabilité des gouvernements qu'elle finance est certes juridiquement exact, mais personne n'est dupe ! Les exigences imposées par la BM au gouvernement du Burundi et aux entreprises qui peuvent répondre aux appels d'offre d'achat des usines sont connues.
3. Par ailleurs, estimer que les paysans sont « insolubles », c'est ignorer la solidarité internationale qui existent entre des institutions financières alternatives des pays du Nord avec les organisations paysannes locales. Les paysans ont les moyens actuellement d'acheter ou de construire plusieurs usines.
4. En plus, la BM devrait savoir que les caféiculteurs sont en train de se demander s'ils n'ont pas avantage à délaissier les plantations de café au profit de productions vivrières plus rentables et éthiquement plus justifiées. Cette menace est très sérieuse pour l'équilibre économique et financier du pays recommandé par la BM dans sa stratégie de développement....
5. Enfin, pourquoi la BM au Burundi, impose-t-elle un modèle dépassé qu'elle a abandonné dans les pays environnements: la Tanzanie, le Kenya, l'Uganda où elle coopère avec les coopératives des paysans ?

Nous n'avons pas été étonnés de recevoir de telles critiques de Webcor et de la Banque Mondiale. Ailleurs en Afrique et dans le monde, les défenseurs d'un développement participatif et équitable se heurtent aux mêmes politiques dépassées. Pain pour le Prochain et Action de Carême ont, avant nous, accusé ADDAX, multinationale suisse de Zoug et les Institutions financières internationales concernées d'acheter les terres des populations africaines, avec la complicité des gouvernements locaux, pour développer l'agriculture « africaine » et produire des bio-carburants.

Nous proposons un autre développement et nous sommes ouverts à tout dialogue à condition toutefois que nous soyons considérés comme des partenaires (j'encourage à ce sujet Webcor et la BM à consulter via Google mon CV et mon expérience africaine).

L'avenir du développement africain repose d'abord sur la participation des populations et de leurs organisations à l'élaboration, à la gestion et à l'évaluation des projets qui les concernent, car les produits agricoles sont avant tout leur propriété. C'est ce que Webcor et la BM devraient comprendre. L'avenir est devant nous pour essayer de nous comprendre. »

Fernand VINCENT, Fondateur d'IRED.ORG